

Entre deux mondes : un marché international de l'aluminium en pleine mutation

Par *Yves Jégourel*

Résumé

Après avoir connu plusieurs années difficiles marquées par une abondance de stocks et des surcapacités, l'aluminium a vu ses cours flamber sur les dix premiers mois de 2021, et ce malgré une inflexion récente. Au-delà de la reprise de la demande mondiale dans un contexte post-Covid-19, c'est la contraction de l'offre de la Chine, premier producteur mondial, qui expliquait cette dynamique haussière, alors que nombre de métaux de base tendaient à voir leurs prix fléchir depuis l'été. En raison de l'engagement de Pékin à décarboner son économie (alors que l'essentiel de la génération électrique utilisé pour produire ce métal est fondé sur le charbon), mais également de la crise énergétique qui a touché le pays (comme le reste du monde) en septembre et octobre, l'offre ne pouvait que se contracter et les cours augmenter en proportion. Derrière les contraintes fortes – mais conjoncturelles – d'approvisionnement se cache toutefois une profonde mutation et la réaffirmation d'une nouvelle compétition : celle d'un aluminium bas carbone, i.e. produit à base d'énergies renouvelables, et notamment l'hydroélectricité. Les producteurs européens, russe et nord-américains sont à la manœuvre, mais leurs homologues chinois, encadrés par une stratégie nationale, ne manqueront pas de réagir.

L'histoire économique du marché de l'aluminium a souvent été tumultueuse et annonciatrice, à bien des égards, des bouleversements qu'allaient connaître les autres grandes matières premières industrielles. L'année 2021 ne devrait pas faire exception à la règle. Après plusieurs années marquées par une abondance des stocks

et des prix bas dans le contexte de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, puis de la Covid-19, les cours du métal se sont redressés à partir de mars 2020, sans connaître de véritable inflexion jusqu'en octobre 2021. Alors que des métaux, comme le cuivre, le nickel ou le fer, ont atteint des sommets au printemps ou au

cours de l'été 2021 avant de se replier, l'aluminium, lui, a maintenu, contre toute attente, sa trajectoire ascendante sur cette période. Son cours spot sur le London Metal Exchange (LME) s'est ainsi établi à 3 180 USD/t le 18 octobre, ce qui lui offrait une progression de plus de 56 %, depuis le début de l'année 2021, et lui permettait d'entrevoir chaque jour davantage les sommets de juillet 2008, à 3 291 USD/t. Signe d'une offre sous forte tension, le marché de l'aluminium est passé d'une situation de dite « contango », où les prix à terme sont supérieurs aux prix cash, à une situation inverse de « backwardation » entre la fin juillet et les premiers jours de septembre. Le marché a néanmoins connu une importante correction sur la seconde quinzaine d'octobre, les cours spot chutant sous le seuil de 2 700 USD/t le 29 octobre, soit une baisse de 15 % sur la période. Cette dernière n'empêchait pas, néanmoins, une hausse de 33 % par rapport au début de l'année.

À titre de comparaison, la tonne de cuivre s'échangeait à quelque 9 100 USD sur le LME au début du mois d'octobre, avant toutefois de progresser fortement à la mi-octobre et de revenir près du plus haut niveau historique atteint le 10 mai de 10 724 USD, puis de chuter à nouveau. Son prix spot sur le marché londonien s'établissait ainsi à 9 800 USD/t début novembre, soit un repli d'environ 8 % par rapport à mai et une progression de près de 27 % depuis janvier. Que dire, par ailleurs, du minerai de fer ? Après une très forte envolée, celui-ci s'était installé au-dessus de 200 USD/dmtu¹ de mai à juin 2021 (avec un maximum à près de 220 USD) avant de plonger et d'atteindre 115 USD/dmtu le 1er octobre puis 103 USD/dmtu un mois plus tard – le prix du contrat à terme échangé sur le Singapore Exchange tombant même à 93,75 USD–, à la suite d'une production sidérurgique chinoise qui, en octobre, a connu son plus bas niveau depuis mars 2020, selon les statistiques de l'agence Mysteel. Il enregistrait alors une baisse de plus de 37 % par rapport aux premiers jours de janvier.

Graphique 1 : Évolution des prix de l'aluminium (en USD par tonne, moyennes mensuelles)



Source : Banque mondiale (The pink sheet)

1. Dmtu : dry metric ton unit, l'unité de mesure retenue internationalement pour définir les prix du minerai de fer, eux-mêmes exprimés en indice (au sens anglo-saxon du terme, c'est-à-dire en prix indicatif fondé sur l'agrégation des prix commerciaux observés).

En dépit du repli observé à partir de la mi-octobre 2021, la progression des cours de l'aluminium en 2020 et 2021 a, sans nul doute, été remarquable. Cette nette appréciation découle certes – comme toujours – de facteurs conjoncturels, mais elle est simultanément révélatrice de profonds changements structurels propres à cette filière. Elle est tout aussi annonciatrice des mutations que les autres industries des métaux de base devront engager, à court, moyen et long termes.

Forte demande et offre contrainte : les éléments conjoncturels de la hausse des cours

À l'instar de la quasi-totalité des métaux industriels, l'aluminium a, de toute évidence, été favorisé par une reprise de la demande bien plus forte qu'anticipée à partir du deuxième trimestre 2020, celle-ci étant largement portée par la Chine. Cela est d'autant plus vrai qu'après l'instauration de mesures d'urgence face à la pandémie de Covid-19, les plans de relance mis en œuvre par la Chine, les États-Unis ou, parmi d'autres pays et zones régionales, l'Union européenne, ont stimulé les investissements verts, de nature à aider la transition environnementale. Dans certaines zones géographiques d'importance (notamment l'Amérique du Nord), les différentes périodes de confinement ont, par ailleurs, pu favoriser la consommation à domicile de boissons en canettes, alors même que leur recyclage était rendu plus difficile. Tout cela porta donc les cours de l'aluminium. Durant l'été 2021, toutefois, des doutes se sont faits jour sur la croissance chinoise en raison de l'essor du variant Delta, de l'état de santé d'un secteur immobilier fragilisé et d'un secteur manufacturier pénalisé... par cette même hausse des cours des matières premières industrielles. Dans une dynamique endogène, celles-ci ont alors vu leur prix refluer jusqu'au début de l'automne. L'aluminium n'a pas connu ce trou d'air à cette période et plusieurs facteurs permettent de l'expliquer.

Il y a eu, en premier lieu, des fermetures de capacités de production en Chine au cours de l'année 2021 et cette réalité devrait perdurer. Selon Bloomberg, près de deux millions de tonnes d'offre potentielle en Chine ont été effacées au cours des trois premiers trimestres

de l'année 2021, tandis que les fonderies des provinces occidentales du Xinjiang, du Ningxia, du Shaanxi et du Qinghai pourraient commencer à réduire leur production au quatrième trimestre. Cette contraction n'est pas tant due à une demande en berne qu'à la conjonction de deux facteurs intimement liés : la volonté affichée par Pékin depuis plusieurs années de lutter contre la pollution atmosphérique et de parvenir à une économie décarbonée d'ici à 2060, d'une part, et, d'autre part, une très forte élévation des prix de l'électricité, alors que la production d'aluminium est particulièrement énergivore. Selon les données de l'International Aluminium Institute (IAI), la transformation d'alumine en une tonne d'aluminium consomme environ 13 500 kWh. Or, l'essentiel de cette génération électrique est basé sur le charbon en Chine, ce qui induit non seulement une importante exposition aux variations de prix de cette matière première, mais également de très fortes émissions de CO₂. En septembre, la banque d'investissement Morgan Stanley estimait que 7 % de la capacité de production d'aluminium en Chine avait été, jusqu'à cette date, touchée par les restrictions d'énergie². Quant à la production d'aluminium alimentée par l'hydroélectricité, elle fut, elle aussi, contrainte au cours de l'été en raison d'une sécheresse dans la province du Yunnan, mais également du Guangxi et du Sichuan. Probablement, faut-il, enfin, considérer qu'une fraction de l'élévation des prix de l'énergie a été transférée vers l'aval de la filière via une hausse directe des prix de vente de l'aluminium. Ce qui vaut pour expliquer la hausse des cours vaut également pour leur décrue et la baisse des tarifs du charbon thermal doit, de ce point de vue, être retenue comme élément explicatif du repli observé à partir de la mi-octobre.

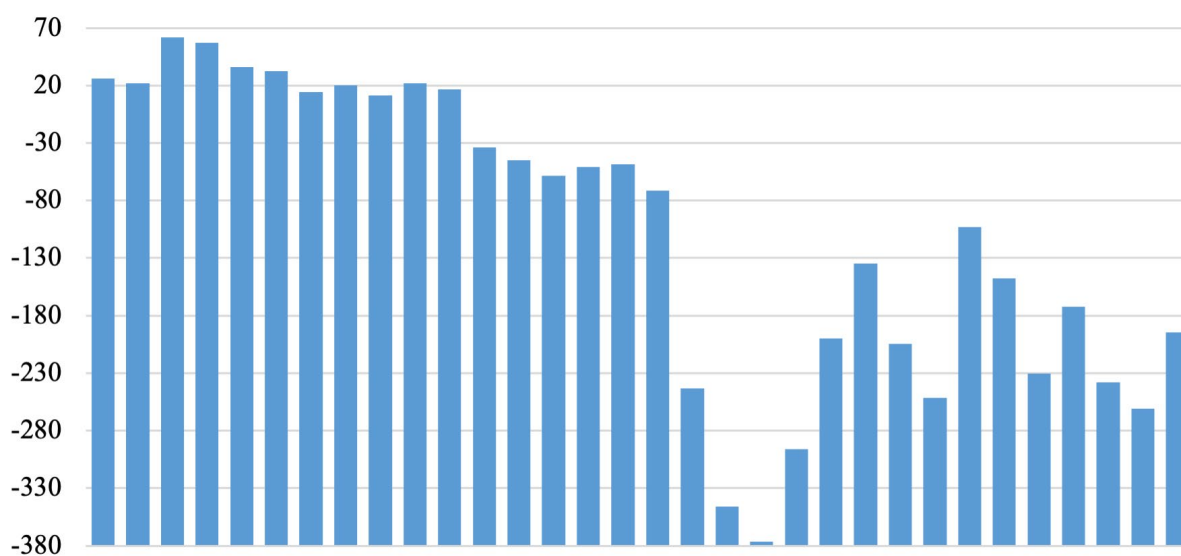
Cette double contrainte subie par les producteurs chinois est de nature à favoriser leurs concurrents nord-américains, russes ou européens. Ces derniers ont en effet majoritairement recours à de l'hydroélectricité, ce qui améliore naturellement considérablement leur bilan carbone, mais les protège également de facto de la hausse des cours au comptant du gaz naturel ou du charbon. Conjuguée à la forte demande nationale, cette situation très particulière a conduit la Chine à devenir importatrice nette d'aluminium primaire depuis décembre 2019, alors qu'elle est – de loin – le premier producteur mondial. Ce déséquilibre s'est d'ailleurs accentué avec une balance commerciale sur ce produit

2. Voir <https://www.reuters.com/world/china/chinas-metal-consumers-feel-supply-sting-forced-power-cuts-2021-09-29/>

qui s'est aggravée et qui a atteint un record en août 2020 avec des importations nettes de 376 000 tonnes (graphique 2). L'année 2021 semble devoir confirmer

cette tendance : ces dernières ont atteint 1,6 million de tonnes (Mt) entre janvier et août 2021 contre 1,4 Mt pour la même période de 2020.

Graphique 2 : Balance commerciale de la Chine sur l'aluminium primaire (hs code : 7601, en milliers de tonnes)



Source : China Custom Statistics & Trade Data Monitor (The pink sheet)

C'est aussi la taxe de 15 % temporaire, imposée par Moscou sur les exportations d'aluminium (mais également d'acier, de cuivre et de nickel) entre août et décembre, qu'il convenait de prendre en compte pour comprendre les sommets atteints par le métal blanc. Portées par Rusal, naguère plus grand producteur mondial, les exportations russes se sont établies à près de 2,7 Mt en 2020³ et, compte tenu de leur importance, toute limitation peut être de nature à soutenir les cours.

Avec une demande en progression et une offre contrainte, le niveau des stocks officiels dans les entrepôts du LME ou du Shanghai Futures Exchange (SHFE) était fort logiquement scruté par l'ensemble des opérateurs du marché. Sur celui de Londres, leur baisse significative entre la fin mars 2021, où ils atteignaient plus de 1,9 Mt, et la fin octobre (ils dépassaient alors à peine le seuil de 1 Mt), était révélatrice des tensions du marché et ceci n'échappait pas au regard des spéculateurs. Ceux-ci ont accru leurs positions longues puis les ont maintenues

au cours de l'année. Par cette stratégie, ils anticipaient une hausse des prix, et, l'ampleur des positions longues dépassant celles dites « shorts » ou vendeuses, ont ainsi exacerbé la progression des cours. Dans une logique symétrique, c'est également au regard de l'ampleur des dynamiques spéculatives qu'il convenait d'appréhender le fort repli des cours observé en octobre 2021.

Des facteurs géopolitiques se sont, en dernier lieu, ajoutés à la réduction de l'offre chinoise et à ces velléités spéculatives pour expliquer l'ascension des cours de l'aluminium. Le coup d'État survenu le 5 septembre 2021 en Guinée (Conakry) compte parmi ceux-là. À cette date, le colonel Mamady Doumbouya renversait le président Alpha Condé en fonction depuis 2010 et le marché du métal blanc ne pouvait manquer de réagir vivement face à l'incertitude que cette situation faisait peser sur l'approvisionnement mondial en bauxite, minéral que l'on convertit en alumine pour produire de l'aluminium. Sur les 8,7 Mt que la Chine a importées en août 2021, 4,36 Mt venaient de Guinée, contre 2,8 Mt d'Australie. L'affirmation de la Guinée sur le marché de la bauxite est considérable : sur un total d'importations chinoises de 111 Mt en 2020, 52,7 Mt

3. Elles avaient atteint 3,36 Mt en 2015, avant de lentement refluer sur les années suivantes.

étaient issues des mines guinéennes, contre seulement... 333 000 tonnes en 2015. Ces tensions – a priori davantage perçues que réelles, le pouvoir en place ayant rapidement communiqué pour assurer que la production et les exportations seraient maintenues – étaient d'autant plus vives que les relations diplomatiques entre Pékin et Canberra se sont fortement dégradées depuis 2020 avec, à la clé, l'adoption par la Chine d'un certain nombre de barrières tarifaires et non tarifaires sur certaines matières premières exportées par l'Australie.

Vers une redéfinition structurelle des conditions de la concurrence sur l'aluminium primaire

Si la hausse des cours de l'aluminium – comme de ceux de nombreux autres métaux de base – s'explique donc par des facteurs conjoncturels, on ne saurait minimiser les mutations structurelles qui touchent le marché de ce métal-phare de la transition énergétique. S'il convient, dans cette perspective, d'adopter un horizon de long terme, cela ne signifie pas que ces mutations sont synonymes d'une persistance de la hausse des cours – l'inverse étant d'ailleurs a priori plus vraisemblable⁴, l'affirmation d'un nouveau super-cycle étant prématurée, voire contestable –, mais d'un changement dans l'équilibre des forces entre grands producteurs.

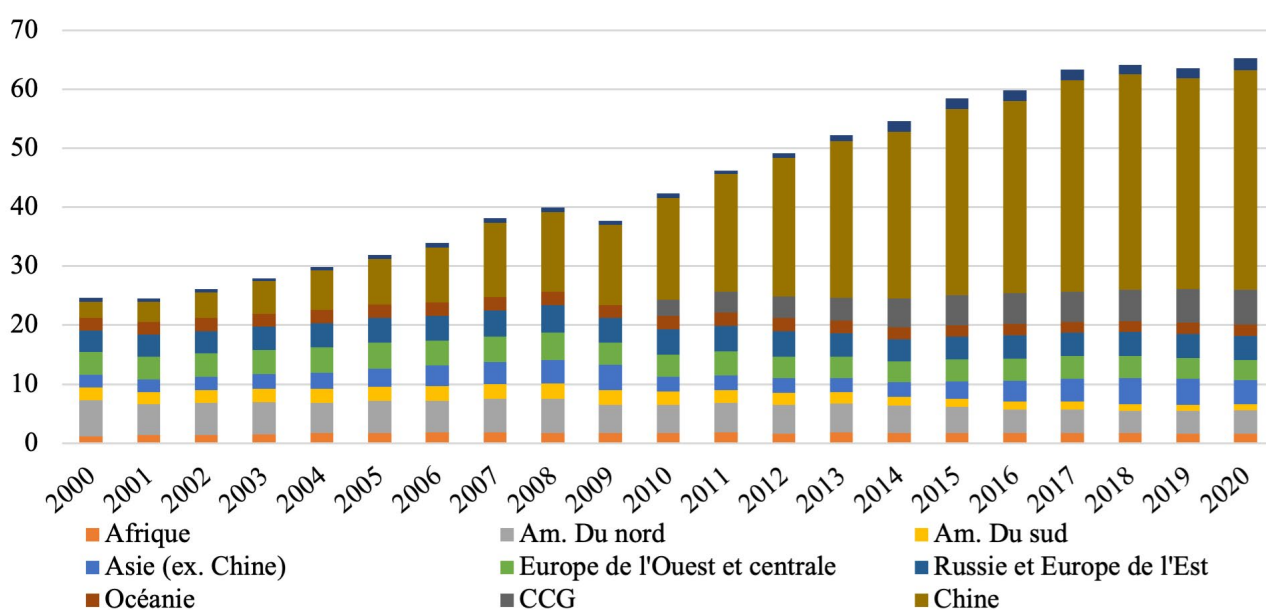
Il faut, pour le comprendre, rappeler que la production chinoise a connu un formidable essor, conduisant à un basculement dans l'équilibre des forces. Jadis dominée par ce qu'il était convenu d'appeler les « six majors » (six groupes nord-américains et européens – Alcan, Alcoa, Alusuisse, Kayser, Pechiney et Reynolds – organisant l'offre selon un système dit de « prix producteurs »), le marché de l'aluminium a connu une double révolution : sa financiarisation progressive après le lancement, en 1978, par le LME du contrat future qui allait devenir la référence de prix planétaire que nous connaissons

aujourd'hui (Brault, 2008 ; Nappi, 2013 ; Jégourel 2018), puis l'affirmation, à partir des années deux-mille, des producteurs chinois. En 2000, leur offre était estimée à 2,8 Mt selon les statistiques de l'IAI (sur un total mondial de 24,6 Mt, soit environ 11 % du total mondial), tandis que celle des producteurs nord-américains atteignait plus de 6 Mt (24,5 % du total). Vingt ans, plus tard, la première s'établissait à 37,3 Mt (57 % de l'offre mondiale) et la seconde à peine 4 Mt (graphique 3).

Cet essor considérable de l'offre chinoise ne fut bien évidemment pas le fruit du hasard. Légitimée par l'importance des besoins nationaux dus à l'urbanisation et à l'industrialisation du pays, et probablement aidée par la concurrence qui opposait les entreprises russes, nord-américaines et européennes, la production chinoise a également été portée par un soutien fort de Pékin et des pouvoirs provinciaux du pays. Ainsi, tandis que Pékin organisait, par la réglementation, la concentration des opérateurs (Schwartz et Hodum, 2011), condition sine qua non de leur compétitivité, et soutenait les efforts de recherche et développement en faveur de l'abaissement de l'intensité énergétique du processus d'électrolyse, les provinces subventionnaient, elles, les tarifs d'électricité pour favoriser l'implantation des alumineries. Cette combinaison de facteurs ne pouvait que conduire à la situation quasi-hégémonique que le monde connaît aujourd'hui.

4. Le lecteur pourra notamment lire l'article que nous avons récemment publié sur le super-cycle des matières premières : Jégourel Y. (2021), « Tensions conjoncturelles ou aube d'un nouveau super-cycle : la dynamique du prix des matières premières en question », Policy Paper, 20/21, octobre, Policy Center for the New South ». Disponible à l'adresse suivante : https://www.policycenter.ma/sites/default/files/PP_20-21_je%CC%81gourel.pdf

Graphique 3 : Évolution de la production mondiale d'aluminium primaire (en millions de tonnes)



Source : International Aluminium Institute

Cette stratégie avait néanmoins un prix et la Chine le paie aujourd'hui : celui, comme évoqué précédemment, d'une industrie dont la puissance repose sur le charbon, fortement polluante donc et, par conséquent, non-viable au regard des ambitions environnementales nationales et internationales. Dans le contexte actuel de crise énergétique, ceci se double d'une érosion de la compétitivité-prix des producteurs nationaux confrontés à la très forte élévation du prix de leurs intrants. La mutation structurelle du marché est très clairement engagée : celle d'un aluminium qui, à terme, ne pourra être que « bas-carbone ». Cette situation devrait d'ailleurs également pénaliser à terme d'autres producteurs dont l'offre a fortement progressé au cours des dernières années : ceux membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG)⁵, et notamment Bahreïn⁶, qui bénéficient de leur abondante dotation en gaz naturel pour disposer d'une électricité bon marché.

5. Le Conseil de coopération du Golfe regroupe l'Arabie saoudite, Oman, le Koweït, Bahreïn, les Émirats arabes unis (EAU) et le Qatar. Entre 2015 et 2020, ces pays ont collectivement fait croître leur production de plus de 14 % selon les statistiques de l'IAI, passant de 5,104 Mt à 5,833 Mt. Celles de l'Amérique du Nord ou de l'Europe refluaient pour leur part. Cette zone compte, parmi ses producteurs, Emirates Global Aluminium, Qatalum (Qatar), Sohar Aluminium (Oman) ou la division « aluminium » du groupe saoudien Ma'aden, mais aussi Alba (Bahreïn).

6. Les exportations d'aluminium primaire en provenance de Bahreïn ont été multipliées par 15 entre 2015 et 2020, passant d'environ 68,9 milliers de tonnes à 1,08 Mt sur cette période.

Utilisant en large part l'hydroélectricité, les autres producteurs, qu'ils soient européens, nord-américains ou russes, ont fort logiquement fait du nécessaire « verdissement » du marché de l'aluminium un élément clé de leur stratégie de reconquête. Le groupe russe Rusal, qui a laissé sa place de premier producteur mondial au Chinois Chinalco, a ainsi très tôt porté l'offensive en militant notamment pour la création, sur le LME, de contrats à terme sur cet aluminium bas carbone, ce que le marché londonien annonçait considérer en 2020⁷. Cette « bataille » ne passe cependant pas uniquement par un « sourcing » propre de son électricité, mais également par l'optimisation du processus d'électrolyse en raison de son coût énergétique. Si, à l'image de la technologie développée depuis 2009 par le Northeastern University Engineering & Research Institute, et adoptée par Hongqiao (deuxième producteur mondial) en 2014, la Chine ne ménage pas ses efforts dans ce domaine, tel est aussi le cas pour ses concurrents occidentaux. Ainsi, l'Américain Alcoa et l'Anglo-australien Rio Tinto ont, grâce à une recherche collaborative mise en œuvre dans le cadre d'une joint-venture dénommée Elysis, abouti à une innovation radicale : le remplacement, par une céramique, du carbone de l'anode nécessaire

7. Sanderson H. (2020), "London Metal Exchange plans 'low-carbon' aluminium trading", 5 juin, Reuters, article disponible à l'adresse suivante : <https://www.ft.com/content/e11cdc46-fda3-445d-a323-69e4f9c6012b>

à l'électrolyse. Cela a pour conséquence un aluminium neutre en gaz à effet de serre et une augmentation de la productivité. Le 4 novembre 2021, l'entreprise annonçait avoir réussi une première production décarbonée dans son centre de recherche situé à Québec et envisageait une commercialisation à l'horizon 2024. Le norvégien Hydro a également affiché haut ses prétentions sur ce segment en proposant un aluminium issu à 75 % du recyclage de profilés, dit « R75 », présentant un équivalent carbone de 2,3 kg par kilo d'aluminium, soit environ dix fois moins que certains produits chinois.

Bien que l'offre chinoise accuse un retard certain dans la promotion d'un aluminium « vert », il serait probablement erroné de penser que cette situation restera inchangée. Depuis plusieurs années, déjà, une fraction de la production nationale est repositionnée dans le Yunnan disposant d'une hydroélectricité abondante. En 2019, Hongqiao avait ainsi annoncé le transfert de 2 Mt de capacités annuelles du Shandong vers la préfecture de Wenshan localisée dans cette province et pourrait, selon des informations de Reuters⁸, s'engager sur 1Mt supplémentaires, soit environ la moitié de sa production. Issu de la fusion de Chalco et de Yunnan Aluminium, le leader mondial Chinalco est également positionné dans cette province. L'avenir de l'aluminium chinois ne devrait cependant pas uniquement passer par l'hydroélectricité. En août 2021, la National Development and Reform Commission (NDRC) a ainsi déclaré vouloir encourager le développement et l'adoption par les smelters d'autres formes d'énergies renouvelables, au premier rang desquelles le solaire et l'éolien, via des tarifs d'électricité plus favorables si plus de 15 % de la consommation électrique est basé sur ce type d'énergie. La NDRC a, en outre, indiqué aux provinces que les pratiques tarifaires préférentielles pour le secteur de l'aluminium étaient strictement prohibées et l'adhésion à la stratégie nationale impérative. De cette promotion des énergies renouvelables à une rationalisation de l'offre initiée depuis plusieurs années déjà, l'engagement de Pékin est patent et laisse à penser que la concurrence sur l'aluminium bas carbone, devenu la nouvelle norme, sera forte. La physionomie que prendra, au cours des prochaines décennies, ce marché essentiel pour opérer la transition environnementale en dépendra fondamentalement.

8. Daly T. (2021), "Aluminium giant China Hongqiao to move more smelting capacity to Yunnan", 14 mai, Reuters, article disponible à l'adresse suivante: <https://www.reuters.com/article/china-aluminium-hongqiao-yunnan-idUSL4N2N101W>

Conclusion

Le bilan de la COP26 en témoigne : si les ambitions d'un monde décarboné à l'horizon 2050 ou 2060 sont clairement en tête des agendas politiques, les stratégies pour y parvenir apparaissent complexes à mettre en œuvre en raison, notamment, du coût économique qu'elles impliquent et qu'il convient d'assumer. Représentatif de cette dualité, le marché de l'aluminium témoigne simultanément de l'impasse dans laquelle se trouve la métallurgie des décennies passées où la seule performance économique comptait et des défis considérables – technologiques, économiques, environnementaux mais aussi géopolitiques – que les producteurs, à des degrés divers, doivent encore relever pour répondre aux enjeux climatiques de notre temps.

Cette course technologique sera assurément intense au stade de la production métallurgique, mais elle pourrait l'être également en amont de la filière, i.e. au stade extractif. Une révolution pourrait, à cet égard, être en gestation : l'anorthosite, une roche magmatique, pourrait en effet permettre de produire de l'alumine (et donc de l'aluminium) sans recourir à de la bauxite, et ce sans déchet. Développé par Hudson Resources et situé au Groenland, le projet de White Mountain offre des premières perspectives très intéressantes dans ce domaine⁹. De nombreux jalons doivent néanmoins être franchis pour parvenir à concurrencer les procédés métallurgiques utilisés aujourd'hui. À plus long terme, encore, à l'heure où le spatial connaît très fort un regain d'activité et que le space mining n'est plus une fable de science-fiction, cette roche, largement présente sur la surface lunaire, pourrait faire entrer le monde minier... dans un tout autre univers.

9. Voir : <https://cordis.europa.eu/article/id/430687-a-step-closer-to-producing-waste-free-green-alumina/fr>

Bibliographie

- Brault T. (2008), “L’introduction de l’aluminium au London Metal Exchange (1978) : cause ou effet de la transformation du marché mondial”, Les cahiers d’histoires de l’aluminium, n°40.
- Jégourel Y. (2018), “Market structures and Financialization: The Examples of Aluminum, Iron Ore and Steel Futures Markets”, in Jégourel Y. (ed). The Financialization of Commodity Markets: A Short-lived Phenomenon?, ed. Policy Center for the New South.
- Nappi C. (2013), The Global Aluminum Industry 40 years from 1972, International Aluminum Institute.
- Rock M. Toman M. (2015), China’s Technological Catch-Up Strategy: Industrial Development, Energy Efficiency, and CO2 Emissions, Oxford University Press.
- Schwartz L., Hodum R. (2011), “Towards a More Sustainable Chinese Aluminum Industry”, China Environment Series, 11, Woodrow Wilson International Center for Scholars.

À propos de l'auteur, Yves Jégourel

Yves Jégourel, Senior Fellow au Policy Center for the New South et Professeur des universités, dirige le master 2 Banque, Finance et Négoce International de l'Université de Bordeaux. Il est également professeur affilié à Toulouse Business School. Ses enseignements et ses recherches portent sur l'organisation des filières de matières premières, le rôle des marchés financiers à terme et les techniques de gestion du risque de prix. Il est l'auteur de nombreux articles de presse et de recherche sur ces sujets. Un de ses derniers ouvrages, paru en 2015, porte sur l'évolution du rôle renouvelé des puissances publiques (Etat, région, banque centrale) dans le financement de l'économie.

À propos du Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma